

## Les métiers de l'humain veulent une revalorisation pour tous

Hier à **Nice**, comme dans toute la France, les professionnels des secteurs du social et médico-social se sont rassemblés pour demander le versement de la prime Ségur promise.

« **L**a crise dure depuis des années et depuis des années on n'est pas entendus ». Devant les grilles du centre administratif des Alpes-Maritimes, à Nice, les salariés des métiers de l'humain sont venus exprimer leur ras-le-bol. Ils répondaient à l'appel national de quinze fédérations patronales des secteurs du social et médico-social, en lien avec l'accompagnement ou le soin des personnes vulnérables (âgées, en situation de handicap ou de précarité), sous le slogan « *Qui prend soin de nous ?* », la veille de la grande mobilisation pour le pouvoir d'achat. « *Manque de reconnais-*

*sance de nos métiers* », « *difficultés de recrutement* », « *manque de bras* », « *fermeture de certains services* », la coupe est pleine.

À cela s'ajoute un sentiment d'injustice.

« **Ce n'est pas équitable** »

« *La prime Ségur [de revalorisation des métiers du soin mobilisés pendant la crise sanitaire, Ndlr] annoncée par le gouvernement a été versée aux hospitaliers mais toujours pas à nous* » résume Michel Mansuino, directeur d'un établissement médico-social pour personnes âgées et représentant de l'Uriopss (Union régionale des organismes privés sa-



**Au cri de « La prime, la prime ! » et « Ségur pour tous », les professionnels du social et médico-social se sont rassemblés devant le Cadam, à Nice.** (Photo M. T.)

nitaires et sociaux) Paca. « *Des associations ont fait l'avance et ont aujourd'hui*

*un trou dans la trésorerie* » déplore André Gaucher, président adjoint de l'Ada-

pei (association départementale des parents et amis de personnes handi-

capés mentales) des Alpes-Maritimes.

« *J'attendais mes 182 euros ce mois-ci avec impatience, et puis non, rien. J'espérais une rétroactivité sur 9 mois et on nous a dit que non* » s'agace Elodie, conseillère en insertion sociale dans le domaine du logement à la Fondation de Nice.

Au sein d'une même structure, certains salariés ne sont pas éligibles à cette prime. « *Ce n'est pas équitable* », dénonce Karine, conseillère en insertion professionnelle à la Fondation de Nice.

« *On n'est pas considéré comme travailleurs sociaux alors que c'est le cas* ».

**MATHILDE TRANOY**  
mtratoy@nicematin.fr